

Nous alléguons que le fonctionnement d'une banque d'Etat ou d'un autre organisme semblable, rivalisant avec les banques privées, les maisons de placement et les particuliers dans le financement des entreprises privées, constitue *une restriction des droits démocratiques des individus sous notre régime d'entreprise privée*, et un empiètement sur le domaine de leur initiative personnelle. Nous sommes en mesure de démontrer que de tels organismes d'Etat sont bien inutiles, et qu'ils ne manqueront pas de devenir le jouet de la politique si on les met en service.

Nous alléguons qu'une connaissance précise des faits relatifs à la nature de l'argent et de notre système bancaire actuel est essentielle à la pleine compréhension des principes fondamentaux d'un système bancaire et monétaire vraiment démocratiques, et nous sommes en mesure de soumettre à votre Comité ces vérités fondamentales et immuables, ainsi qu'un plan complet et détaillé sur l'émission et le retrait par la nation de toutes monnaies nécessaires au fonctionnement efficace d'un régime économique vraiment démocratique pour le Canada.

Nous alléguons que la confusion qui existe manifestement parmi les membres du Comité en ce qui concerne la nature de la monnaie et les fonctions des banques à charte, devrait être dissipée. Nous sommes en mesure de prouver que les banques à charte ne se créent pas d'argent pour acheter des obligations; qu'il ne peut pas y avoir d'argent qui ne coûte rien; que l'argent des banques, qui rapporte de l'intérêt, est, en bonne politique, émis plusieurs fois contre sa valeur nominale en richesses réelles et offre, par conséquent, plus de garantie en valeur que les certificats légaux qui reposent sur l'or—ce n'est certes pas seulement du "vent", comme M. Slaght est censé l'avoir dit. Les banques ne prêtent ni les dépôts de leurs clients ni le "produit de ces dépôts", contrairement au témoignage de M. Towers, qui figure au procès-verbal; et l'émission de la monnaie de la Banque du Canada pour acheter des obligations des banques ne serait assurément pas "en fait rendre aux banques de l'argent qui y a été déposé par les clients et prêté au gouvernement", comme l'a dit M. Fraser, d'après le procès-verbal.

### *Financement d'après-guerre*

Nous alléguons que si le système monétaire national que nous préconisons est mis à exécution, la prospérité du Canada après la guerre n'aura pas besoin de s'appuyer sur d'autres exportations que le surplus de marchandises qui n'est pas, en général, nécessaire au développement de nos vastes régions, lequel surplus suffira amplement à payer les importations requises pour un niveau de vie relativement élevé, probablement le plus élevé de tous les pays.

Nous sommes capables de monétiser notre propre développement. Si nous désirons que l'économie progresse à un rythme plus rapide que ne le permettrait l'augmentation normale de notre main-d'œuvre, nous pouvons accroître notre population à volonté en ouvrant les portes de l'immigration aussi grandes que nous le voulons, à condition, premièrement, que les futurs immigrants soient des citoyens désirables et, deuxièmement, que nous soyons capables de leur assigner immédiatement la part de biens durables dont ils ont besoin sans que cela entraîne de privations pour les citoyens actuels. Il ne serait pas difficile de leur trouver du travail avec un système monétaire national. Nous avons le matériel. Il n'est pas nécessaire de déboursier de l'argent pour travailler. La monnaie est créée en témoignage du travail accompli et des marchandises produites. Ce n'est pas un moyen de production, pas plus que les livres d'un bureau ne sont un moyen de produire des marchandises dans une usine.

On devrait encourager tous les Etats souverains à adopter un système monétaire national et à financer leur propre peuple en favorisant et en encourageant leur propre progrès matériel ainsi que le développement social et